

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je suis heureux d'entendre mon collègue dire que l'offre fédérale est réaliste et qu'il l'appuie comme, je présume, les autres députés de son parti et ceux de l'opposition officielle.

C'est en vérité un engagement très réaliste et très éloquent que le gouvernement avait pris au nom de tous les parlementaires, pour protéger cet environnement. Nous sommes d'avis que cette offre aurait dû être acceptée par le gouvernement de Colombie-Britannique.

En privé j'ai fortement insisté pour que le premier ministre de Colombie-Britannique et ses collègues résolvent cette question au nom des habitants de Colombie-Britannique et du Canada.

Comme le disait hier le ministre de l'Environnement, nous avons fait une offre d'une générosité sans précédent pour que les gens de Colombie-Britannique et du reste du Canada profitent éternellement de ce magnifique habitat.

C'est ainsi que nous avons procédé et je pense que le gouvernement de Colombie-Britannique acceptera ce principe.

ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE SE METTE EN
RAPPORT AVEC SON HOMOLOGUE DE LA COLOMBIE-
BRITANNIQUE

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, comme le sait certainement le ministre, un plus grand nombre de Canadiens ont écrit au premier ministre et à ses ministres à ce sujet que sur n'importe quel autre problème environnemental qui se soit jamais posé.

Le ministre de l'Environnement a fait de son mieux, et le vice-premier ministre aussi. Le Parlement a été unanime à dire qu'il voulait que cette région devienne un parc national.

Sachant que dans une semaine le Cabinet de la Colombie-Britannique va prendre une décision finale, je voudrais que le premier ministre se mette en rapport avec le premier ministre Vander Zalm et qu'il lui dise une fois de plus que dans notre pays, la coopération entraîne la coopération, ce qu'il devrait très bien comprendre.

Des voix: Bravo!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): J'ai déjà discuté de cette affaire ainsi que d'autres questions concernant la Colombie-Britannique avec le premier ministre Vander Zalm. Tout dernièrement, nous avons discuté de l'Accord du lac Meech. Il a joué un rôle très dynamique dans cet accord très avantageux pour le Canada.

Cette affaire environnementale a des répercussions nationales. J'en ai parlé au premier ministre de la Colombie-Britannique, et je lui en reparlerai. J'utiliserai tous les moyens dont je dispose pour essayer de le persuader que ce problème doit être résolu non seulement dans l'intérêt des citoyens de la Colombie-Britannique mais aussi dans celui de tous les Canadiens.

Des voix: Bravo!

Questions orales

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE
PACTE DE L'AUTOMOBILE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre concernant la mauvaise passe où se trouvent actuellement les négociations sur le libre-échange avec les États-Unis.

Il y a quelques jours à peine, des membres importants du Congrès, représentant les principales commissions commerciales du Congrès américain, ont déclaré qu'ils n'accepteraient un accord de libre-échange que s'il comprenait des modifications importantes du Pacte de l'automobile.

Pourtant nous avons sous les yeux aujourd'hui une lettre envoyée au premier ministre par le premier ministre de l'Ontario qui y déclare ne pas pouvoir accepter un accord de libre-échange qui modifierait en quoi que ce soit les ententes actuelles sur les droits ou les garanties qui découlent de l'accord sur l'automobile.

Je demande au premier ministre quelle est la position du gouvernement sur cette question. Le gouvernement s'oppose-t-il à ce qu'on modifie la formule actuelle de droits et de garanties découlant de l'accord sur l'automobile, et nous donnera-t-il l'assurance que ce pacte ne sera en aucune façon altéré par les négociations en cours?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le gouvernement a fait connaître sa position à propos de l'accord sur l'automobile à maintes reprises à la Chambre. Nous la répétons une fois de plus à l'intention du député.

Le gouvernement n'a pas demandé que l'accord sur l'automobile soit discuté à la table des négociations. Jusqu'ici les Américains n'ont pas non plus demandé qu'il fasse partie des négociations.

S'ils veulent qu'on en discute, nous examinerons naturellement en quoi consistent leurs propositions. Mais celles-ci, en ce qui concerne le Canada, devront procurer plus d'emplois aux Canadiens et garantir des avantages à l'industrie automobile qui a tant d'importance pour notre pays.

LA LETTRE DU PREMIER MINISTRE DE L'ONTARIO

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je poserai ma question supplémentaire au premier ministre.

Il a affirmé à plusieurs reprises, à Venise et ailleurs, que le gouvernement des États-Unis devait convaincre le Congrès de la nécessité d'accepter une entente de libre-échange. Pourtant, les membres du Congrès ont clairement fait savoir qu'ils n'accepteront aucune entente sur le libre-échange si l'on ne modifie pas l'Accord sur l'automobile. D'autre part, le premier ministre de l'Ontario a affirmé qu'il s'opposerait à tout changement à l'Accord sur l'automobile.